

# **CD REDD**

## **Développement des capacités pour la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière**

**Comprendre les Inventaires Nationaux pour le secteur de**

**LULUCF<sup>1</sup> :**

**L'expérience des pays de l'Annexe-I**

**Du 5 au 7 novembre 2008**

**Berlin, Allemagne**

---

<sup>1</sup> Land-use, land-use change and forestry – Utilisation du sol, changement de l'utilisation du sol et sylviculture.

## **Table des matières/Liste des présentations**

Changement climatique et développement : Réduire les émissions dues à la déforestation et la dégradation forestière

Mme. Federica Bietta

Rapport sous la CCNUCC : Panorama des pays de l'Annexe-I

Dr. Maria Sanz-Sanchez

Soutenir les dirigeants avec la meilleure science sur le changement climatique / Estimation des changements des stocks

Dr. Zoltan Somogyi

Estimation des émissions et des retraits de GAES en utilisant la méthodologie du GIEC : Cas d'étude de sylviculture en Hongrie

Dr. Zoltan Somogyi

Inventaire national des États-Unis : Rapport pour le secteur de LULUCF

Ms. Kimberly Todd

Système national et inventaire national : Rapport de l'Allemagne pour LULUCF

Dr. Karsten Dunger

Inventaire italien des GAES — Système national / Assurance qualité & Contrôle qualité

Dr. Riccardo de Lauretis

Rapport des émissions et des retraits en forêt : Expérience de LULUCF en Europe

Dr. Sandro Federici

Fonds de partenariat pour la réduction des émissions dues à la déforestation de la Banque Mondiale : Une expérience au Népal

M. Pem Kandel

Initiative internationale allemande pour le climat / GTZ

M. Martin Homola et Mme. Lisa Maushof

Approche de l'EPA (Agence gouvernementale des États-Unis pour l'environnement) dans la mise en place d'un Inventaire des capacités pour les GAES

Dr. Stephen Ogle

Programme REDD des Nations-Unies

Mme. Claudia Hiepe

Programme CD-REDD

M. Kevin Conrad

## Acronymes

BM	Banque Mondiale
CDB	Convention sur la diversité biologique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CRN	Coalition pour la défense des forêts pluviales (Coalition for Rainforest Nations)
COP-15	15ème Conférence des participants au projet de Convention sur les changements climatiques des Nations Unies
DEFRA	Département pour l'environnement, la nourriture et les affaires rurales
DNUDPA	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCPF	Fonds de partenariat pour la réduction des émissions dues à la déforestation (Forest Carbon Partnership Facility)
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GAES	Gaz à effet de serre
GBP	Guide des bonnes pratiques
GEOSS	Système mondial des systèmes d'observation de la Terre (Global Earth Observation System of Systems)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GOFC-GOLD	Global Observation of Forest and Land Cover Dynamics
GTZ	Agence de coopération technique allemande pour le développement (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit)
MDP	Mécanisme de développement propre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
REDD	Réduction des Emissions dues à la déforestation et la dégradation forestière
REL	Niveau d'émission de référence (Reference Emission Level)

## **Jour 1 – Introduction**

Dans la CCNUCC et le Protocole de Kyoto, il a été demandé aux pays de l'Annexe-I d'établir un système d'inventaire national pour les GAES et de fournir un rapport annuel d'inventaire national (RIN) au Secrétariat de la CCNUCC. Le corps expéditionnaire pour l'inventaire du GIEC a publié en 2003 le Guide des Bonnes Pratiques de LULUCF (adopté par COP/MOP pour rapport sous KP) et les lignes directrices d'AFOLU (Agriculture, Forestry and Other Land Uses) en 2006, qui fournissent des approches méthodologiques détaillées et exhaustives afin d'évaluer les émissions et les retraits de GAES sur une échelle nationale et dans des circonstances nationales particulières.

L'objectif de cet atelier était de former les pays en voie de développement aux techniques et pratiques des pays de l'Annexe-I dans la mise en place des systèmes nationaux d'inventaire de GAES et de les guider dans les différents aspects de la procédure en accord avec la CCNUCC. Danilo Mollicone de la CRN a rappelé aux délégués que le Système National et l'Inventaire National des gaz à effet de serre garantissait l'équivalence des estimations nettes des émissions dans les différents pays et secteurs. Il a par ailleurs déclaré que les résultats d'un pays se basaient sur les estimations de l'Inventaire. Mollicone a fourni des définitions efficaces du Système National et de l'Inventaire National.

Le Dr. Mollicone a ensuite passé en revue les différents buts et objectifs du Guide des Bonnes Pratiques du GIEC, afin de donner des estimations précises et transparentes avec le moins d'erreurs possibles.

## **Messages de bienvenue**

Le Dr. Norbert Gorissen, Chef du Département pour la Coopération Internationale du Ministère de l'Environnement Allemand a accueilli et informé les délégués que 120 millions d'Euros avaient été débloqués pour des projets d'allègement, d'adaptation et de biodiversité internationaux. Cette initiative est active dans 40 pays en voie de développement et inclut quelques-unes des activités de REDD. Le Dr. Gorissen s'est engagé à ce que le financement continue au cours de l'année prochaine.

Mme Federica Bietta, Député et Directrice du CRN, a ensuite adressé un message de bienvenue et a fait une présentation de l'histoire des négociations de REDD antérieures à COP-11 à Montréal. Elle a également présenté un système en différents niveaux de REDD et un panel d'instruments correspondants. Le système demande des résultats clairs, soulignés par des projets de démonstration (Bali), suivis d'une augmentation progressive des initiatives (Poznan) et débouchant enfin sur un mécanisme de marché de REDD (Copenhague). Mme. Bietta s'est également étendue sur la possible mise en place d'un nouvel organisme, le Fonds mondial pour la réduction des émissions dues à la déforestation, qui combinerait les objectifs et les initiatives du FCPF de la Banque Mondiale, du FEM et de UN-REDD. Elle a également souligné que l'Union Européenne et le « Rapport Eliasch » établi par l'envoyé spécial du Premier Ministre Gordon Brown sur le Changement Climatique et l'Energie étaient également très favorables à la création d'un tel organisme.

Le Dr. Mollicone a ensuite replacé les trois ateliers du GIEC pour les GAES dans leur contexte, qui est de permettre aux pays ne faisant pas partie de l'Annexe-I de rapidement remplir les conditions de procédures et méthodologiques requises afin de mettre en place un système de surveillance et de rapport transparent, précis, consistant, complet et uniforme dans le secteur de la forêt. L'atelier de Berlin reviendra sur les Pays de l'Annexe-I et les difficultés rencontrées, et comment ces Nations se proposent de les résoudre. L'Atelier du Brésil traitera des problèmes de représentation des pays dans les systèmes de surveillance. Mollicone a souligné que depuis 1998, le Brésil a mis en place un système dernier cri et indépendant du Protocole de Kyoto. Le Troisième Atelier, en Inde, se concentrera sur les stocks de carbone et les estimations de changements de ces stocks dans les forêts à travers l'expérience de Pays ne faisant pas partie de l'Annexe-I tels que l'Inde ou le Mexique. Cet Atelier sera organisé avec l'aide de la FAO, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, en raison de son expérience dans des programmes d'évaluation des forêts.

La République Démocratique du Congo a souligné que l'Union Européenne était actuellement favorable à un fonds, pas à un mécanisme de marché. Elle a ensuite rapporté que les pays du bassin du Congo avait reçu des fonds de la Banque Mondiale pour le développement de scénarios de référence, mais qu'ils avaient également besoin de conseils pour la gestion des mines, de l'agriculture et d'autres facteurs de déforestation.

Le Nicaragua a déclaré bénéficiaire du soutien de la FAO mais avoir besoin d'aide supplémentaire pour l'installation de l'information et des fonds sur place. La question de savoir dans quelle mesure la crise mondiale allait affecter les coûts a été posée avec la plus haute importance.

Le Mexique a demandé si un pays pouvait avoir recours à différents organismes (tels que REDD, SFM, etc.) simultanément. Le Dr. Mollicone a répondu par l'affirmative et déclaré que plusieurs instruments étaient nécessaires pour s'assurer de réussir. Cependant, il a ajouté que d'un point de vue politique, la question n'était pas aussi simple et que le « panel d'instruments » avait besoin d'être déterminé en fonction des spécificités nationales.

Mme Bietta a remarqué que, malgré la crise économique, l'argent restait disponible et elle a cité la Norvège et le Royaume-Uni en exemple.

### **Rapport sous la CCNUCC : Panorama des Pays de l'Annexe-I**

Le Dr. Maria Sanz-Sanchez a présenté l'importance des Inventaires des GAES et des régulations suivies par les pays de l'Annexe-I afin de déterminer ces inventaires. Elle a souligné que le rapport n'était pas une simple comptabilité.

Le Honduras a demandé comment gérer les incendies de forêts contrôlés et les émissions qu'ils provoquent.

Sanz-Sanchez a répondu que toutes les activités humaines (c-à-d. émissions) devaient être signalées, qu'elles soient ou non intentionnelles. Le Honduras a souligné que les stocks de

carbone étaient protégés par des feux contrôlés et a demandé s'il y avait contradiction. Sanz-Sanchez a observé qu'il était fondamentalement injuste de ne pas signaler toutes les émissions, et elle a souligné que les stocks de carbone étaient eux aussi mentionnés comme faisant partie des zones applicables de la catégorie des forêts.

Le Kenya a soulevé un problème additionnel et a demandé comment les inventaires de l'Annexe-I étaient jugés être en accord avec la Convention et le Protocole de Kyoto. Le Dr. Sanz-Sanchez a répondu que les « additions » étaient encore une affaire de comptabilité. En ce qui concerne l'adéquation des rapports, ceux-ci ne sont pas lus par la CCNUCC, mais par des équipes d'experts choisis dans la liste des inscrits à la CCNUCC et sélectionnés de façon équitable entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Le rapport est ensuite publié par la CCNUCC. En cas de désaccord entre l'équipe d'experts et le pays, celui-ci doit être rapporté au Comité de Conformité de la CCNUCC.

Le Nicaragua a souligné que des budgets réduits limitaient l'activité et s'est enquis de la disposition d'aide éventuelle. Sanz-Sanchez a affirmé que la réalisation d'un inventaire était au choix du pays, mais a ajouté que les inventaires dépassaient la seule détermination des crédits-carbone. Des donateurs ou des institutions pouvaient leur venir en aide. Elle a ajouté que différentes formes de données avaient été fournies par le passé et que la CCNUCC et le FAO travaillaient actuellement pour une harmonisation des rapports.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a remarqué que le manque de fonds ne permettait que d'émettre des hypothèses et a alors demandé si la CCNUCC pourrait venir en aide aux pays en voie de développement en leur fournissant des données d'archives. Le Dr. Sanz-Sanchez a déclaré que les dossiers de Communications Nationales étaient d'intérêt public et qu'ils pouvaient donc servir d'aide.

La République Centrafricaine a remarqué que pour des raisons de priorités politiques, les inventaires de forêts étaient négligés. Sanz-Sanchez a alors suggéré qu'en raison des similarités culturelles et des circonstances nationales, la coopération Sud-Sud serait d'une grande aide.

Le Dr. Sanz-Sanchez a résumé en disant que le rôle de la CCNUCC était de transmettre le message selon lequel le GBP devrait être utilisé pour les inventaires, et que ceux-ci étaient d'une importance fondamentale, qu'ils avaient de nombreuses utilisations et qu'ils devraient être utilisés comme outil. Les rapports de synthèse et d'évaluation sont de magnifiques sources d'informations et sont disponibles sur le site internet de la CCNUCC. Des efforts sont en cours afin de fournir du matériel sur la mise en place du GBP du GIEC.

### **Soutenir les dirigeants avec la meilleure Science sur le changement climatique**

Le Dr. Zoltan Somogyi, auteur des lignes directrices du GIEC et Membre de l'Institut pour la Recherche des Forêts de Hongrie, a présenté une histoire des réactions face au changement climatique au cours des 30 dernières années, qui a donné naissance au GIEC. Il a passé en revue les rapports méthodologiques du GIEC : 1) 1996, avec la Révision des Lignes directrices (en

dehors de la LULUCF); 2) 2003, avec le GBP pour la LULUCF ; et 2006 avec les lignes directrices. Il a souligné que la FAO avait retenu les lignes directrices de 2006 pour son rapport d'évaluation de 2010.

Le Kenya a déclaré qu'il existait un décalage entre les pays en voie de développement et les dernières conclusions du GIEC. Le Dr. Somogyi a demandé aux délégués de se mettre rapidement à l'œuvre pour participer à des recherches et des événements et conférences divers.

La Guyane s'est alors enquis du procédé d'obtention d'un rapport du GIEC. Pour des méthodologies déjà en place, comment s'assurer que les rapports sont en accord ? Somogyi a suggéré aux pays d'encourager leurs scientifiques à publier leurs rapports, en y incluant lesdites méthodologies, dans des publications révisées par des pairs afin d'être reconnues et acceptées.

La République Centrafricaine a exprimé sa préoccupation face à des recherches menées de façon politique. Somogyi a affirmé que des compromis étaient parfois nécessaires car les interprétations des mêmes données par des responsables politiques ou des scientifiques pouvaient varier.

### **Estimation des Stocks de carbones et de leurs Changements**

Le Dr. Somogyi a débuté sa présentation en déclarant que cette estimation était importante car le carbone était devenu vital. La désignation d'AFOLU (Agriculture, Forestry and Other Land Uses) a été adoptée par les lignes directrices du GIEC afin de remplacer la LULUCF. Elle est reconnue comme étant plus complète et comme présentant moins de chance de comptage double.

Le Libéria a demandé si le double comptage était la principale raison pour laquelle on avait recours à l'AFOLU. Somogyi a souligné que la raison principale était qu'elle était plus facile d'utilisation et plus concise.

La République Démocratique du Congo a demandé si l'utilisation de données par défaut pouvait entraîner des erreurs et, si c'était le cas, quel était le meilleur moyen pour les éviter. Somogyi a répondu qu'en raison des Circonstances Nationales, des déviations auraient lieu, mais que des mesures locales étaient indispensables.

La République Démocratique du Congo a ensuite exprimé ses craintes concernant la définition de forêt par le FAO – selon leur standard, tout ce qui n'est pas un désert est une forêt. Le Dr. Somogyi a déclaré que chaque pays devait établir sa propre définition de la forêt en s'assurant de sa cohérence avec les estimations et les procédés (par ex., du FAO).

Le Cameroun a demandé dans quelle mesure on pouvait se fier à la télédétection dans le cadre des mesures de carbone. Somogyi a clarifié que même si la télédétection avait fait des progrès, elle n'était pas assez précise et qu'un travail préparatoire sur le terrain s'imposait.

Le Dr. Mollicone a expliqué qu'il existait deux types de télédétection : active (radar) et passive (optique). La télédétection active mesure l'étendue des forêts et la perte de carbone dans la forêt. Cependant, un rapport précis de ses pertes nécessitait un travail sur le terrain et des mesures de tous les bassins de carbone.

La Malaisie s'est enquis des terres exploitées. Somogyi a expliqué que les terres exploitées étaient des forêts si on pouvait y trouver des émissions de carbone dues à des activités humaines.

Le Libéria a demandé quels autres facteurs que « l'âge » devaient être pris en compte lors de la stratification des forêts. Le Dr. Somogyi a alors cité des types d'espèces d'arbres, de climats et de terrains comme des facteurs devant être considérés.

Le Mexique, qui possède la télédétection et d'autres données, a demandé quel degré de précision était requis pour une approbation par le GIEC. Somogyi a remarqué que le GIEC ne prenait pas en compte ni ne déterminait les marges d'erreurs, et qu'il suggérait que davantage de mesures soient prises dans des zones à forte concentration d'émissions ou de retraits.

Le Ghana a demandé que faire dans le cas où des données seraient indisponibles pour certains bassins de carbone. Le Dr. Somogyi a déclaré que les changements de stocks de carbone étaient le plus important et qu'il fallait donc se montrer conservateur si des données importantes manquaient. Il a ensuite souligné que le logiciel 2006 du GIEC serait bientôt disponible et aiderait à mettre en place l'inventaire.

Le Nicaragua a déclaré que les pays en voie de développement n'avaient pas d'historique de données afin de déterminer les stocks de carbone et les pertes. En raison de l'hétérogénéité de la végétation, quelle était la précision requise ? Somogyi a dit que les pays devaient se baser sur les circonstances et les conditions nationales, et peut-être appliquer différents types de méthodologies selon les secteurs.

Le Nicaragua a proposé de ne pas dépasser la croissance annuelle, qu'il n'y avait pas d'émissions de carbone nettes et a souligné que cela pouvait être crucial pour REDD. En cas de perturbation, le Nicaragua active des activités de régénération afin de compenser. Somogyi a ajouté que de nombreuses données étaient nécessaires afin d'établir un SFM et il a conseillé au Nicaragua de consulter d'autres sources.

Le Costa Rica a insisté sur la préservation des canopées des forêts. Le Dr. Sanz-Sanchez a souligné que si la préservation des canopées ne réduisait pas les émissions de carbone, la perturbation des sols, elle, en émettait.

## **Estimation des émissions et des retraits de GAES en utilisant la méthodologie du GIEC : Cas d'étude de sylviculture en Hongrie**

Le Dr. Somogyi a présenté à la délégation les pratiques actuelles d'estimation des GAES en Hongrie.

## **Jour 2—Inventaire national des États-Unis : Rapport pour le secteur de LULUCF**

Kimberly Todd, de l'Agence pour la protection de l'Environnement, a ouvert la deuxième journée de présentations par une explication des méthodes de rapport employées par les États-Unis pour le secteur LULUCF. Elle a souligné que l'initiative était menée par l'EPA en coopération avec des agences et qu'elle s'inspirait largement du Guide du GIEC.

Le Cambodge s'est enquis de l'existence de plots privés. Mme. Todd a répondu que l'emplacement des plots et leurs données résultantes étaient confidentiels.

Le Dr. Sandro Federici est alors intervenu et a rappelé aux participants que les États-Unis étaient un continent et devaient donc gérer plus de facteurs que la plupart des pays en voie de développement.

Le Honduras a demandé si de nouveaux plots avaient été développés pour le carbone. Mme. Todd a répondu que des plots déjà existants étaient utilisés pour faire de nouvelles mesures de carbone et que les données pré-existantes étaient réévaluées en fonction du carbone.

La Guyane a demandé comment rendre compte des perturbations ponctuelles telle que l'Ouragan Katrina, si les plots étaient permanents et avec une méthodologie fixe. Mme. Todd a répondu que les systèmes de plots devaient repérer des événements à grande échelle tel que l'Ouragan Katrina au fil du temps, et que des événements de moindre échelle pouvaient passer inaperçus. L'échantillonnage du système de plot est assez vaste pour détecter des événements de grande taille.

Le Dr. Stephen Ogle de l'Université du Colorado s'est joint à la présentation et a prié les délégués de considérer des stratégies d'inventaire à long terme et de ne pas se précipiter sur des modèles de niveau 3.

Le Nicaragua a souligné que le sol était hétérogène et qu'en raison de la pauvreté, l'exploitation du sol changeait. Quel était donc le meilleur modèle dans ce cas ? Le Dr. Ogle a suggéré d'utiliser le modèle Century, qui a servi dans de nombreux pays en voie de développement, sauf en Amérique Centrale. Ogle a ajouté que le Century pouvait fonctionner pour les forêts, mais qu'il devait être testé au préalable dans chaque pays. Les méthodes Century sont compatibles avec les lignes directrices du GIEC.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a demandé si Century s'appliquait à REDD. Ajoutait-il de la valeur ou devait-on abandonner le modelage en raison de la limitation des ressources ? Le Dr. Ogle a précisé que s'il y avait des capacités et des ressources, le modelage permettait d'améliorer l'étude d'inventaire.

### **Système national et inventaire national : Rapport de l'Allemagne pour LULUCF**

Le Dr. Karsten Dunger de l'Institut Johann Heinrich von Thünen pour l'Ecologie et l'Inventaire de la forêt a présenté l'initiative d'inventaire allemande. Il a précisé qu'il existait des méthodes de rapport différentes entre LULUCF et la Sylviculture, mais qu'un processus d'intégration était actuellement mis en place.

Le Cameroun a demandé si un niveau minimum de 5 mètres d'arbre était nécessaire pour des financements MDP. Dinger a répondu que chaque pays avait des paramètres et des seuils différents. Il a ajouté qu'en respect pour les émissions des forêts, les données pour les biomasses vivantes uniquement étaient disponibles. Les sols, ordures et bois morts allaient prochainement être pris en compte.

Le Libéria a souligné que la récupération de données était « à la demande » et a demandé ce qui justifiait cette requête. Le Dr. Dunger a noté qu'il existait toujours une demande et que la convenance politique en était la principale raison. C'est une grande préoccupation en Allemagne.

Le Dr. Mollicone a expliqué que les plots circulaires étaient généralement les plus efficaces car ils minimisaient les marges d'erreurs et qu'ils permettaient l'application de méthodes relascopiques.

La Malaisie a demandé combien de plots étaient nécessaires pour obtenir les données requises pour les stocks de carbone. Le Dr. Dunger a affirmé que tout dépendait de la variabilité des conditions de la forêt en fonction des moyens de gestions employés, de la composition des arbres et des contraintes et des variables environnementales. L'Allemagne utilise environ 6000 plots.

Le Honduras a demandé si des permis étaient nécessaires pour des plots privés. Dunger a affirmé que non ; en Allemagne, si la forêt est privée, elle doit être gérée et le propriétaire doit avoir un plan. Les propriétaires travaillent avec les Eaux et Forêts et signalent tout changement.

### **Inventaire italien des GAES — Système national / Assurance qualité & Contrôle qualité**

Le Dr. Riccardo de Lauretis de l'Agence Italienne pour la Protection de l'Environnement et les Services Techniques (APAT) a informé les participants sur les systèmes Italiens de surveillance et de rapport pour LULUCF et sur les exigences du Système National, en insistant également sur les procédures de contrôle qualité et de stockage des données précis.

Le Dr. de Lauretis a insisté sur l'importance d'une communication efficace à tous les niveaux. Il a ajouté que l'Italie avait fait appel à l'aide d'Ecofys, une institution internationale de recherche, afin de mener un rapport de procédures. Ce rapport s'ajoutait à ceux menés par la CCNUCC.

Le Dr. Mollicone a ajouté que le système a une base légale, en raison de la législation nationale.

Le Honduras a demandé quel était le but principal de l'Italie en réalisant cet inventaire. Le Dr. de Lauretis a répondu que l'Italie avait des engagements quant à la réduction des GAES et que ces mesures étaient nécessaires pour être en adéquation avec ces engagements. Le Dr. Mollicone a ajouté qu'un Système National et un Inventaire National étaient indispensables afin de participer à n'importe quel mécanisme financier.

### **Rapport des émissions et des retraits en forêt : Expérience de LULUCF en Europe et défis pour REDD**

La présentation du Dr. Sandro Federici s'est concentrée sur l'importance du rapport d'objectif, du rapport pour l'Annexe-I et des défis qu'ils supposaient pour REDD. Il a souligné que les données de sylviculture en Europe étaient principalement recueillies à travers des inventaires de forêts et que leur hétérogénéité présentait un véritable défi pour la mise en place d'un inventaire européen.

Le Nicaragua a demandé une définition des termes « retraits » et « émissions ». Federici a expliqué que « retrait » signifiait une augmentation du stock de carbone et « émission » une diminution de ce stock. Le Dr. Federici a ensuite expliqué que les Pays de l'Annexe-I avaient commencé le développement de leur système national d'inventaire des GAES dans une situation comparable à celle actuellement vécue par les pays en voie de développement, et qu'un procédé d'apprentissage pratique avait été mis en place et soutenu au moyen du GBP du GIEC, afin de fournir des inventaires de grande qualité. Le Dr. Federici a également insisté sur le fait qu'un tel procédé était encore d'actualité et que les pays en voie de développement devaient par conséquent analyser les expériences des pays de l'Annexe-I et se servir de l'aide fournie par les agences des Nations-Unies, des donateurs et du CRN.

Le Cameroun a remarqué que de nombreuses définitions devraient encore être fournies par le Dr. Federici et d'autres experts. Le Panama a approuvé et déclaré que la CCNUCC devait aider les pays en voie de développement à établir des définitions communes qui les aideraient à mettre en place les inventaires et à unifier leurs efforts.

Le Dr. Federici a déclaré que cette question serait soulevée lors du prochain meeting de la SBI.

La Thaïlande a demandé une définition concrète de la « dégradation des forêts ». Les Drs. Federici et Mollicone ont déclaré que toute perte de stock de carbone, à l'échelle nationale, pouvait être définie comme une dégradation de la forêt.

### **Fonds de partenariat pour la réduction des émissions dues à la déforestation de la Banque Mondiale : Une expérience au Népal**

M. Pem Kandel du Ministère des Forêts du Népal a présenté l'expérience de son pays avec le FCPF. Cette présentation comprenait également un rapport sur le procédé R-PIN (Readiness Plan Idea Note) et un survol des enseignements tirés.

M. Kandel a mis en avant de nombreux développements basés sur l'expérience du Népal avec le FCPF. La première recommandation était de poursuivre et de renforcer la capacité de REDD

visant à la compréhension et l'adoption ultime au niveau national. M. Kandel a conseillé à ses collègues de mettre en place une stratégie REDD au niveau national et d'instaurer des politiques afin d'institutionnaliser ces stratégies. M. Kandel a souligné que l'analyse de déforestation, de la dégradation des forêts et du changement de stock de carbone étaient essentiels pour rendre les projets de REDD opérationnels.

M. Kandel a suggéré à la Coalition de mener et de coordonner leurs activités au niveau opérationnel et que des fonds devraient être disponibles pour la mise en place de programmes internationaux. Afin de répondre aux préoccupations logistiques immédiates, le Népal a proposé que des personnes soient désignées par la Coalition afin de mieux gérer le programme REDD au niveau national. Ces personnes auraient la responsabilité de gérer le succès de leur programme REDD National. Le Népal a conclu en recommandant à ses collègues, qu'une fois le troisième atelier technique en Inde terminé, la Coalition devrait œuvrer afin d'instaurer une stratégie REDD pour chaque pays en fonction de leur niveau de préparation et de développement de capacité.

### **Day 3—Initiative internationale allemande pour le climat / GTZ**

M. Martin Homola et Mme. Elisabeth Maushof ont tout d'abord précisé que l'initiative n'était pas un programme de la GTZ, mais qu'elle était officiellement employée par la GTZ. Ces critères de financement sont le caractère innovants et les nouvelles technologies, ainsi que les approches économiques, sociales et/ou institutionnelles.

La République Démocratique du Congo s'est enquis des efforts de l'initiative au niveau local et a affirmé que les pays membres devraient avoir un enjeu financier dans les projets. M. Homola a répondu que tous les pays pouvaient demander des financements et que la propriété était partagée avec les autres pays. Cependant, il a ajouté que 120 millions d'Euros seulement étaient répartis entre 40 et 100 pays et que les ressources étaient donc limitées. Mme. Maushof a admis que l'initiative aurait besoin de plus de visibilité et que beaucoup de programmes étaient encore nouveaux.

Le Costa Rica s'est enquis des effets de la crise économique mondiale. M. Homola a répondu que l'initiative et l'argent étaient garantis jusqu'en 2011.

Le Ghana a demandé pourquoi l'allègement avait été écarté de l'initiative et a ensuite suggéré de se focaliser davantage sur les activités de REDD. Mme. Maushof a déclaré que le processus était lent et qu'ils avaient tout juste commencé à soutenir REDD. Ils pensent que cette aide va s'accroître. Homola a ajouté que l'allègement au sein du processus REDD était important et recevait actuellement toute leur attention.

### **Approche de l'EPA dans la mise en place d'un Inventaire de capacité pour les GAES**

Le Dr. Stephen Ogle de l'Université du Colorado a détaillé les politiques de l'EPA et les pratiques concernant l'inventaire national des GAES. Le Dr. Mollicone a cité les efforts des États-Unis comme exemple de développement de capacité au sein de la CCNUCC.

### **Programme REDD des Nations-Unies**

Mme Claudia Hiepe de la FAO a présenté le nouveau programme UN-REDD. Un site internet UNNREDD.org est en cours de construction. L'objectif est d'initier les programmes REDD menés par le pays membre.

Le Panama a noté que la FAO avait certes fait de grands efforts en matière de développement de capacité, mais que d'autres organismes devaient entrer en jeu. Mme. Hiepe a approuvé et précisé qu'il existait de nombreuses relations officielles et non-officielles, comme par exemple avec le FCPF de la Banque Mondiale.

Le Kenya a demandé dans quelle mesure des pays non-pilotes pouvaient se baser sur l'expertise de la FAO. Hiepe a répondu que la FAO avait l'intention de venir en aide à d'autres pays au cours des prochaines années avec davantage de financements.

Le Cameroun a ajouté que les pays ne devraient pas avoir à attendre la FAO et que l'information devrait être rendue disponible pour les gouvernements afin que les pays sachent à quoi s'attendre. Mme. Hiepe a approuvé et déclaré que le processus pourrait être plus transparent.

### **Programme CD-REDD**

M. Kevin Conrad, Directeur exécutif du CRN, a présenté la structure du programme CD-REDD. La structure est basée sur les résultats de la CCNUCC : COP-13, préparation et démonstration ; COP-15, marchés de carbone (mesurables, rapportables, données vérifiables).

Le Ghana a demandé si d'autres méthodologies en dehors du GBP du GIEC telles que Gofc-Gold étaient à l'étude. Le Dr. Mollicone a répondu que le Gofc-Gold était essentiellement une extension du GBP du GIEC.

Le Panama a demandé quel était le rôle de cet atelier par rapport à Poznan. M. Conrad a répondu qu'en tant que techniciens, ils devraient recommander leurs points centraux aux Nations-unies en prévision de COP-14.

Le Panama a ajouté que l'absence de la Banque Mondiale était regrettable. Cet atelier avait montré l'importance des inventaires et comment les mettre en place. Le Panama était reconnaissant des éclaircissements sur les sources de fonds et a conclu qu'un avant-projet pour la Pologne était crucial.

Le Nicaragua a observé que REDD avait des bénéfices communs que les agences ignoraient, et que UN-REDD mettait en place des mesures dans des secteurs présentant peu de challenges. Il a ajouté que les projets devraient commencer dans les zones les plus pauvres, avec plus de défis, pour un meilleur impact.

La Guinée Equatorienne a suggéré d'organiser des conférences avec davantage d'experts en matière de forêts tropicales, puisqu'elles étaient bien plus diverses et applicables à l'expérience des participants. M. Conrad a ajouté que cela pouvait être un moyen de concentrer l'argent et l'énergie des agences des Nations Unies.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a cité de sérieux défis de coordination et a appelé au besoin de former un secrétariat pour REDD. Il a suggéré que le CRN pourrait tenir ce rôle.

Le Costa Rica a déclaré que le pays avait été reboisé depuis 1998 et a exprimé son inquiétude pour savoir qui allait imposer les lignes de base. Si d'autres membres dressaient des lignes en fonction des années 1990, le Costa Rica était alors pénalisé. Le Costa Rica a alors suggéré une distribution des ressources au niveau régional.

La Guyane a appuyé l'idée d'une Convention Mondiale pour le Carbone des Forêts (Global Forest Carbon Framework - GFCF) pour travailler en tandem avec les agences dans les pays afin que toutes les parties concernées soient impliquées. La Guyane a par ailleurs suggéré la mise en place de « stages dans les pays » comme élément de mobilisation des ressources. Elle a également appuyé l'idée que le CRN joue le rôle de secrétariat, car il n'était pas nécessaire de « réinventer la roue ». La Guyane a conclu en disant que les pays avec une vaste couverture forestière et peu de déforestation devaient être intégrés à REDD, peut-être en ajustant la ligne de base.

Le Nicaragua a proposé qu'un effort parallèle soit fait afin de communiquer le message dans les communautés autochtones et rurales, et a appelé à plus d'outils afin de consulter ces communautés. La République Centrafricaine a soutenu cette proposition.

La Malaisie a demandé plus de détails sur la fonction et la composition de la GFCF.

Mme. Bietta a remercié tous les participants pour cette rencontre productive et a clôturé l'atelier.

## Annexe 1 : Ordre du jour provisoire

Comprendre les Inventaires nationaux pour le secteur de LULUCF :  
L'expérience des pays de l'Annexe-I  
Du 5 au 7 novembre 2008  
Berlin, Allemagne

### 5 Novembre

9h30 Introduction (Danillo Mollicone, CRN)

10h00 Message de bienvenue (Dr. Norbert Gorissen, Département pour la Coopération Internationale)

10h20 Message de bienvenue (Federica Bietta, CRN)

10h40 Pause-Café

#### **Première Session : « Surveillance et rapport dans le cadre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto »**

11h00 Systèmes nationaux pour les inventaires nationaux de GAES : exigences des rapports et financement sous la CCNUCC (Dr. Maria Sanz-Sanchez)

12h30 Pause déjeuner

14h00 Approches méthodologiques développées par le GIEC pour la surveillance et les rapports (Dr. Zoltan Somogyi, IPCC)

#### **Deuxième Session : « Inventaires Nationaux de GAES »**

16h30 Système national et Inventaire national de la Hongrie (Dr. Zoltan Somogyi)

### 6 Novembre

#### **Deuxième Session : « Inventaires Nationaux de GAES » (suite)**

9h30 Inventaire national des États-Unis (Dr. Stephen Ogle/Mme Kimberly Todd)

10h30 Pause-Café

11h00 Système national et Inventaire national : Rapport de l'Allemagne (Dr. Karsten Dunger)

12h30 Pause déjeuner

14h00 Système national et Inventaire national : Rapport de l'Italie (Dr. Riccardo de Lauretis)

16h00 Survol des pays européens de l'Annexe-I (Dr. Sandro Federici)

17h30 Fonds de partenariat pour la réduction des émissions dues à la déforestation de la Banque Mondiale : Une expérience au Népal (M. Pem Kandel)

### 7 Novembre

#### **Troisième Session : « Futures initiatives de développement de capacité »**

9h00 Initiative internationale allemande pour le climat (M. Martin Homola et Mme. Lisa Maushof)

10h00 Agence gouvernementale des États-Unis pour la protection de l'environnement (Dr. Stephen Ogle)

11h00 Programme UN-REDD (Mme. Claudia Hiepe, FAO)  
12h00 Programme CD-REDD (M. Kevin Conrad, CRN)  
1h00 Discussion générale et conclusions

Annexe 2 : Liste des participants

<b>Participant</b>	<b>Organisation/Pays</b>	<b>E-mail</b>
Earl GREEN	Bélize	<a href="mailto:greenideas@btl.net">greenideas@btl.net</a>
Marcelo WINDSOR	Bélize	<a href="mailto:windsorbelize@yahoo.com">windsorbelize@yahoo.com</a>
Omaliss KEO	Cambodge	<a href="mailto:omaliss@gmail.com">omaliss@gmail.com</a>
Kimsun CHHENG	Cambodge	<a href="mailto:chheng.kimsun@yahoo.com">chheng.kimsun@yahoo.com</a>
Joseph Armathe AMOUGOU	Cameroun	<a href="mailto:joearmathe@yahoo.fr">joearmathe@yahoo.fr</a>
Haman UNUSA	Cameroun	<a href="mailto:hamaunusa@yahoo.fr">hamaunusa@yahoo.fr</a>
Gaetan MOLOTO KENGUEMBA	République Centrafricaine	<a href="mailto:molotokg@yahoo.fr">molotokg@yahoo.fr</a>
Arnaud BIT SINDOU	République Centrafricaine	<a href="mailto:darina_bitsindou@yahoo.fr">darina_bitsindou@yahoo.fr</a>
Kristel HEINRICH	Costa Rica	<a href="mailto:kheinrich@imn.ac.cr">kheinrich@imn.ac.cr</a>
Roberto VILLALOBOS FLORES	Costa Rica	<a href="mailto:rvilla@imn.ac.cr">rvilla@imn.ac.cr</a>
Vincent Ka Sulu Seya MAKONGA	République Démocratique du Congo	<a href="mailto:kaseyamak@yahoo.fr">kaseyamak@yahoo.fr</a>
Oneshope Mut Shail KAVUL	République Démocratique du Congo	<a href="mailto:kmutshail@yahoo.fr">kmutshail@yahoo.fr</a>
Karina RAMIREZ MARCELINO	République Dominicaine	<a href="mailto:Kariramirez03@gmail.com">Kariramirez03@gmail.com</a>
Edward Elvis MATOS PENA	République Dominicaine	<a href="mailto:eematos@yahoo.com">eematos@yahoo.com</a>
Ricardo VALDIVIESO	Equateur	<a href="mailto:rvaldivieso@ambiente.gov.ec">rvaldivieso@ambiente.gov.ec</a>
Guillermo NAVARRETE	El Salvador	<a href="mailto:gnavarrete@marn.gob.sv">gnavarrete@marn.gob.sv</a>
Alma CORDOVA VILLEDA	El Salvador	<a href="mailto:acordova@marn.gob.sv">acordova@marn.gob.sv</a>
Deogracias Ikaka NZAMIO	Guinée Equatoriale	<a href="mailto:ikakanzamio@yahoo.fr">ikakanzamio@yahoo.fr</a>
Pedro Nsene MALAVO	Guinée Equatoriale	<a href="mailto:pmalavo@hotmail.com">pmalavo@hotmail.com</a>
Robert BAMFO	Ghana	<a href="mailto:bamforobert@yahoo.com">bamforobert@yahoo.com</a>
Kofi AFFUM-BAFFOE	Ghana	<a href="mailto:Kofi1964-ba@hotmail.com">Kofi1964-ba@hotmail.com</a>
Yaw Bediako OSAFO	Ghana/Francois & Associates	<a href="mailto:yaw.osafo@gmail.com">yaw.osafo@gmail.com</a>
Mohamed Lamine DOUMBOUYA	Guinée	<a href="mailto:doumbouya_ml54@yahoo.fr">doumbouya_ml54@yahoo.fr</a>
Tidiane Konate AHMED	Guinée	<a href="mailto:tkamadou@yahoo.fr">tkamadou@yahoo.fr</a>

Pradeepa Bhavna GOBERDHAN	Guyane	<a href="mailto:economist_pradeepa@yahoo.com">economist_pradeepa@yahoo.com</a>
Mirna Yesenia RAMOS	Honduras	<a href="mailto:mirna_amos_73@yahoo.com">mirna_amos_73@yahoo.com</a>
Rafael Oscar OQUELI SOLORZANO	Honduras	<a href="mailto:rafael_oqueli@yahoo.com">rafael_oqueli@yahoo.com</a>
Alfred GICHU	Kenya	<a href="mailto:alfredgichu@yahoo.com">alfredgichu@yahoo.com</a>
William OMONDI	Kenya	<a href="mailto:Williamomondi2004@yahoo.co.uk">Williamomondi2004@yahoo.co.uk</a>
Jerome G.N. NYENKA	Libéria	<a href="mailto:jeronyenka@yahoo.com">jeronyenka@yahoo.com</a>

Johansen T. VOKER	Libéria	<a href="mailto:vokerj@yahoo.com">vokerj@yahoo.com</a>
Simon Anak DAVID	Malaisie	<a href="mailto:simondavid@nre.gov.my">simondavid@nre.gov.my</a>
Mohammed Hizamri BIN MOHD YASIN	Malaisie	<a href="mailto:hizamri@forestry.gov.my">hizamri@forestry.gov.my</a>
Carmen MENESES-TOVAR	Mexique	<a href="mailto:cmeneses@conafor.gob.mx">cmeneses@conafor.gob.mx</a>
Rigoberto PLALFOX-RIVAS	Mexique	<a href="mailto:rpalafox@conafor.gob.mx">rpalafox@conafor.gob.mx</a>
Iris RUIZ-MONTES	Mexique	<a href="mailto:iruiz@conafor.gob.mx">iruiz@conafor.gob.mx</a>
Pem Narayan KANDEL	Népal	<a href="mailto:pkkandelnepal@gmail.com">pkkandelnepal@gmail.com</a>
Bernardo Rumaldo TORREZ	Nicaragua	<a href="mailto:btorres@marena.org.ni">btorres@marena.org.ni</a>
Javier GUTIERREZ	Nicaragua	<a href="mailto:jgutierrez@posaf.org.ni">jgutierrez@posaf.org.ni</a>
Xavier Nyindo MUGUMYA	Ouganda	<a href="mailto:xavierm_1962@yahoo.com">xavierm_1962@yahoo.com</a>
Elungat Odeke DAVID	Ouganda	<a href="mailto:davide@nfa.org.ug">davide@nfa.org.ug</a>
Syed Amjad HUSSAIN	Pakistan	<a href="mailto:hydroman_amji@yahoo.com">hydroman_amji@yahoo.com</a>
Emil Alexander CHERRINGTON	Panama	<a href="mailto:emil.cherrington@cathalac.org">emil.cherrington@cathalac.org</a>
Darysbeth MARTINEZ	Panama	<a href="mailto:d.martinez@anam.gob.pa">d.martinez@anam.gob.pa</a>
Chalapan KALUWIN	Papouasie-Nouvelle-Guinée	<a href="mailto:ckaluwin@upng.ac.pg">ckaluwin@upng.ac.pg</a>
Omega NELSON	Papouasie-Nouvelle-Guinée	<a href="mailto:omeganelson@gmail.com">omeganelson@gmail.com</a>
Rupa MULINA	Papouasie-Nouvelle-Guinée /CRN	<a href="mailto:rupamulina@yahoo.com">rupamulina@yahoo.com</a>

Lucia MANN	Paraguay	<a href="mailto:damidel@cu.com.py">damidel@cu.com.py</a>
Blas KNOOP	Paraguay	<a href="mailto:knoop@tigo.com.py">knoop@tigo.com.py</a>
Douglas YEE	Iles Solomon	<a href="mailto:d.yee@met.gov.sb">d.yee@met.gov.sb</a>
Marlon Mohamed HOESEIN	Surinam	<a href="mailto:mhoesein@yahoo.com">mhoesein@yahoo.com</a>
Felician KILAHAMA	Tanzanie	<a href="mailto:feliciankilihama@yahoo.co.uk">feliciankilihama@yahoo.co.uk</a>
Jesada LUANGJAME	Thaïlande	<a href="mailto:jesada@mozart.inet.co.th">jesada@mozart.inet.co.th</a>
Phoonowvarat VINIT	Thaïlande	<a href="mailto:vinit@dnp.go.th">vinit@dnp.go.th</a>
Watson John LUI	Vanuatu	<a href="mailto:watson_lui@yahoo.com">watson_lui@yahoo.com</a>
Phan Minh SANG	Vietnam	<a href="mailto:phanminhsang@gmail.com">phanminhsang@gmail.com</a>
Xuan Viet NGUYEN	Vietnam	<a href="mailto:Xuan.nv@rcfee.org.vn">Xuan.nv@rcfee.org.vn</a>
Reinhard WOLF	GTZ	<a href="mailto:reinhard.wolf@gtz.de">reinhard.wolf@gtz.de</a>
Zoltan SOMOGYI	Institut pour la Recherche en Forêt de Hongrie (ERTI)	<a href="mailto:Som9013@helka.iif.hu">Som9013@helka.iif.hu</a>
Kimberly TODD KLUNICH	Agence des Etats-Unis pour la Protection de l'Environnement	<a href="mailto:klunich.kimberly@epa.gov">klunich.kimberly@epa.gov</a>
Maria SANZ-SANCHEZ	CCNUCC	<a href="mailto:msanz-sanchez@unfccc.int">msanz-sanchez@unfccc.int</a>
Karsten DUNGER	Allemagne	<a href="mailto:karsten.dunger@vti.bund.de">karsten.dunger@vti.bund.de</a>
Riccardo de LAURETIS	ISPRA/APAT	<a href="mailto:delaretis@apat.it">delaretis@apat.it</a>
Stephen OGLE	Université du Colorado/US EPA	<a href="mailto:ogle@nrel.colostate.edu">ogle@nrel.colostate.edu</a>
Kevin CONRAD	CRN	<a href="mailto:conrad@rainforestcoalition.org">conrad@rainforestcoalition.org</a>
Federica BIETTA	CRN	<a href="mailto:fbietta@rainforestcoalition.org">fbietta@rainforestcoalition.org</a>
Danilo MOLLICONE	CRN	<a href="mailto:dmollicone@rainforestcoalition.org">dmollicone@rainforestcoalition.org</a>
Sandro FEDERICI	CRN	<a href="mailto:sfederici@rainforestcoalition.org">sfederici@rainforestcoalition.org</a>
Paul CHUNG	CRN	<a href="mailto:pchung@rainforestcoalition.org">pchung@rainforestcoalition.org</a>
Catherine KAMARA	CRN	<a href="mailto:ckamara@rainforestcoalition.org">ckamara@rainforestcoalition.org</a>